

# La Chambre en ligne

52e législature



du 04/01/2010 au 08/01/2010

82



## **Présidence**

**MARDI 1ER DÉCEMBRE 2009**

### **CANADA**

Le Président de la Chambre a reçu en audience M. L. de Lorimier, ambassadeur du Canada le 1<sup>er</sup> décembre 2009.

Les thèmes suivants furent évoqués durant l'entretien :

- La sortie de la crise économique et financière ne s'avère pas trop douloureuse pour le Canada dont le taux de croissance devrait avoisiner les 2% en 2010.  
Pour 2009, la dette publique est limitée et le budget de l'État sera pour la toute première fois en déficit depuis 1996-1997.
- Les négociations concernant la signature d'un accord de libre-échange avec l'Union européenne (comprehensive Economy and Trade Agreement) se poursuivent.
- Les relations économiques et commerciales avec la Belgique sont développées.  
L'exportation de diamants, la fabrication de trains et de trams par l'usine Bombardier à Bruges, la collaboration entre la banque royale du Canada et la banque Dexia et les nombreux échanges interuniversitaires entre les deux pays en constituent autant d'exemples.
- Le Parlement canadien a voté en faveur du retrait des troupes engagées en Afghanistan à la fin de l'année 2011.  
La population canadienne est en effet de plus en plus opposée au maintien de troupes en Afghanistan.  
Actuellement, environ 3000 soldats canadiens y sont déployés notamment dans le secteur de Kandahar où l'aviation belge est également présente. 130 soldats canadiens ont déjà été tués au combat.

## **Commissions**

### **Relations extérieures**

---

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

*Président : M. Geert Versnick*

#### ➤ **MARDI 5 JANVIER 2010**

1. Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Coopération au développement sur “les impôts sur les bénéfices générés par les entreprises étrangères dans les pays en développement” (n° 17709).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

2. Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au développement sur “les libertés civiles et politiques au Burundi” (n° 17787).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

3. Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au développement sur “l'aide de la Belgique aux pays en voie de développement dans le cadre du changement climatique” (n° 17904).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

4. Rapport 2009 sur les contributions de la Belgique à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

- Rapporteur : M. Georges Dallemagne.

- Exposé introductif par le ministre de la Coopération au développement.

- Sont intervenus : MM. de Donnea, Van der Maelen, Dallemagne, De Vriendt, Moriau et Deseyn et Mmes Boulet et Vautmans.

Prochaine réunion : mardi 12 janvier 2010.

## **Économie**

---

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES  
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE  
L'AGRICULTURE

*Président : M. Bart Laeremans*

### ➤ **MARDI 5 JANVIER 2010**

1. Projet de loi modifiant l'article 96 de la loi-programme du ... décembre 2009 - Transmis par le Sénat, n° 2333/1.

- Rapporteur : M. Philippe Blanchart.
- Exposé introductif du ministre des PME, des indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.
- Les articles 1 à 3, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été adoptés à l'unanimité.

2. Projets de loi joints :

- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I), n° 2292/1.
  - Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (II), n° 2293/1.
- (Avis à rendre à la commission des Affaires sociales, Rgt, art. 74, 4, a).

- Rapporteur : Mme Sofie Staelraeve.
- La discussion aura lieu en commission des Affaires sociales.

3. Proposition de loi (Katrien Partyka, Willem-Frederik Schiltz, Joseph George) modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations en ce qui concerne les tarifs de transit, n°s 2282/1 et 2.

- Rapporteur : Mme Karine Lalieux.
- Exposé de Mme Partyka, MM. Schiltz et George.
- La discussion a été entamée.
- Sont intervenus : Mme Van der Straeten, MM. Tobback, Clarinval et Laeremans et le représentant du ministre du Climat et de l'Energie.

4. Visite au Musée Royal de l'Afrique centrale à Tervuren.

- M. Guido Gryseels a donné un exposé et a répondu aux questions des membres.
- Le ministre des PME, des indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a également donné un exposé.
- Une visite guidée du musée a eu lieu.

## Justice

---

COMMISSION DE LA JUSTICE

*Président : Mme Sonja Becq*

### ➤ **MARDI 5 JANVIER 2010**

1. Projet de loi modifiant l'article 1022 du Code judiciaire et l'article 162bis du Code d'instruction criminelle, n° 2313/1.

Proposition de loi jointe :

Proposition de loi (Geert Versnick, Herman De Croo, Willem-Frederik Schiltz) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'indemnité de procédure, n° 1161/1.

- Rapporteur : M. Renaat Landuyt.
- Le ministre de la Justice a commenté le projet de loi.
- La proposition de loi jointe a également été commentée.
- La discussion générale a été entamée.
- Des amendements ont été introduits par M. Raf Terwingen et consorts.
- Les amendements ont été commentés.

2. Projet de loi modifiant certains articles de la Loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, n°s 2122/1 et 2.

Amendements de Mme Nyssens.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Ine Somers) modifiant la Loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration des établissements pénitentiaires ainsi que le statut juridique des détenus, en vue de garantir la disponibilité du personnel des prisons, n° 875/1.

- Rapporteur : Mme Clotilde Nyssens.
- Le ministre de la Justice a commenté le projet de loi.
- La proposition de loi jointe a également été commentée.
- Un amendement a été introduit par Mme Clotilde Nyssens.

### ➤ **MERCREDI 6 JANVIER 2010**

1. Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

2. Projet de loi modifiant l'article 207bis du Code judiciaire, organisant l'accès des notaires à la fonction de conseiller suppléant au sein d'une cour d'appel - Transmis par le Sénat, n° 2078/1.

- Rapporteur : M. Raf Terwingen.
- La discussion générale a eu lieu.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Tous les articles ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 9 contre 2 voix et 2 abstentions.

3. Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat - Transmis par le Sénat, n° 2094/1.

- Rapporteur : M. Raf Terwingen.
- La discussion générale a eu lieu.
- La discussion des articles a été entamée.

4. Question de Mme Mia De Schamphelaere au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la question de la reconnaissance des patronymes tels qu'attribués à l'étranger" (n° 17618).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

5. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la maltraitance des personnes âgées" (n° 17964).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

6. Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur "les contrôles effectués par la Commission des jeux de hasard" (n° 18023).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

7. Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur "les joueurs compulsifs interdits d'entrée aux casinos" (n° 18024).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la circulaire du collège des procureurs généraux visant à combattre les mariages simulés" (n° 17136).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "les conséquences pour le dossier Beaulieu de la décision de la Chambre du conseil de Bruxelles" (n° 17357).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "la procédure de citation directe" (n° 17491).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de Mme Ilse Uyttersprot au ministre de la Justice sur “quelques problèmes concernant l’aide fournie aux clients de la justice” (n° 17560).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de Mme Françoise Colinia au ministre de la Justice sur “la mise en place d’alertes envoyées par SMS en cas de disparitions d’enfants” (n° 17647).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de Mme Hilâl Yalçın au ministre de la Justice sur “l’Exécutif des musulmans” (n° 17670).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “les projets de réforme de l’Exécutif des musulmans de Belgique” (n° 17703).

- Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Justice sur “l’Exécutif des musulmans de Belgique” (n° 17707).

- Question de M. Ben Weyts au ministre de la Justice sur “le fonctionnement de l’Exécutif des musulmans” (n° 18078).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “le cambriolage au greffe de la cour d’appel de Bruxelles” (n° 17671).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “le vol de 24 cartons au Palais de Justice de Bruxelles” (n° 17759).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le vol de dossiers pénaux au Palais de Justice de Bruxelles” (n° 17763).

- Question de M. Roland Defreyne au ministre de la Justice sur “la sécurité du Palais de Justice de Bruxelles” (n° 17744).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la sécurisation du palais de Justice de Bruxelles” (n° 18039).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la sécurisation du palais de Justice de Bruxelles” (n° 18090).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Raf Terwingen au secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice, sur “l’enquête KB Lux” (n° 17711).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le jugement rendu le 8 décembre 2009 par la 49ème chambre correctionnelle du tribunal de première instance de Bruxelles dans le dossier KB Lux” (n° 17780).

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “l’affaire KB-Lux” (n° 18071).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “la suite du dossier relatif à la justice de paix à Zomergem” (n° 17716).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “l'accueil de personnes internées” (n° 17719).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “l'aide aux toxicomanes en Flandre occidentale” (n° 17725).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “l'annulation de l'arrêt de la cour d'assises d'Anvers dans le dossier Beerlings” (n° 17726).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Questions jointes :

- Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “l'application stricte de la loi sur les armes” (n° 17820).

- Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “le Conseil consultatif fédéral des armes” (n° 17842).

- Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “les poursuites en cas de non-régularisation d'armes autorisées sous le régime de l'ancienne loi sur les armes” (n° 18052).

- Le ministre de la Justice a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l'instruction pénale relative à la pollution de la Senne” (n° 17858).

- Question de M. Luk Van Biesen au ministre de la Justice sur “l'enquête sur la pollution de la Senne” (n° 17896).

- Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “le délit environnemental sur la Senne” (n° 17898).

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “l'enquête relative à la pollution de la Senne” (n° 18040).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Questions et interpellation jointes :

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le décès dû à la drogue à la prison de Hasselt” (n° 17902).

- Interpellation de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “un nouveau décès dû à la drogue à la prison de Hasselt” (n° 404).

- Le ministre de la Justice a répondu.

- Une motion de recommandation a été introduite par MM. Laeremans et Schoofs et Mme Pas.

- Une motion simple a été introduite par Mmes Van Cauter, Déom et MM. Van Biesen et Terwingen.

23. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “le nombre de détenus évadés en fuite” (n° 17967).

- Le ministre de la Justice a répondu.

24. Questions jointes :

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “les mesures retardatrices prises dans le cadre des fonctions à pourvoir au sein de la magistrature” (n° 17969).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le recrutement des magistrats” (n° 17981).

- Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “les mandats vacants pour les magistrats” (n° 18004).

- Question de M. François Bellot au ministre de la Justice sur “l’application de la circulaire relative aux mesures à prendre en considération pour le contrôle des crédits de personnel” (n° 18009).

- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “le manque de juges à Dendermonde” (n° 18022).

- Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “les places vacantes dans la magistrature” (n° 18028).

- Question de Mme Barbara Pas au ministre de la Justice sur “le manque de juges à Dendermonde” (n° 18041).

- Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “la publication des postes vacants dans la magistrature” (n° 18046).

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “l’arrêt de la collaboration des huissiers d’audience dans les justices de paix” (n° 18047).

- Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “la diminution importante du nombre d’huissiers d’audience dans les tribunaux” (n° 18048).

- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “le licenciement des huissiers d’audience à Bruges” (n° 18062).

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “le manque de juges à Dendermonde” (n° 18065).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l’économie du nombre de huissiers d’audience” (n° 18091).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la situation au tribunal de Dendermonde” (n° 18093).

- Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “les huissiers d’audience” (n° 18094).

- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “la suppression des huissiers dans les justices de paix” (n° 18097).

- Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “la publication de postes vacantes dans la magistrature” (n° 18104).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 12 janvier 2010.

## Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

*Président : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers*

### ➤ **MARDI 5 JANVIER 2010**

#### 1. Projets et propositions joints :

- Projet de loi relatif à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (I), n° 2240/1.
- Projet de loi modifiant le Code judiciaire dans le cadre de la loi du ... relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (II), n° 2241/1.
- Proposition de loi (Josée Lejeune, Valérie De Bue) visant à indemniser les patients victimes de contamination par le virus vih à la suite d'un accident transfusionnel ayant eu lieu en Belgique avant le 1er août 1985, n° 861/1.
- Proposition de loi (Georges Dallemagne, Marie-Martine Schyns, Brigitte Wiaux, David Lavaux, Catherine Fonck) relative à l'indemnisation des victimes de l'hépatite C et à l'établissement d'un plan fédéral de lutte contre l'hépatite C, n°s 1754/1 à 3.  
(Continuation). (Rapporteur : Mme Colette Burgeon).

Auditions de :

- M. Philippe Colle (Assuralia);
- Mme Christine Saels (Mutualités chrétiennes);
- Mme Renée Van der Veken (Mutualités socialistes);
- Mme Micky Fierens (LUSS);
- M. Roel Heïlen ("Vlaams Patiënten Platform").

- Les auditions ont eu lieu.

#### 2. Etat des lieux de la grippe AH1N1 :

- Exposé introductif de la ministre;
- Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les risques de réactions allergiques sévères au vaccin contre la grippe A/H1N1" (n° 17944).
- Echange de vues.

- L'Etat des lieux de la grippe AH1N1 a eu lieu.

#### 3. Question de M. François Bellot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la cigarette électronique" (n° 17194).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

#### 4. Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les problèmes rencontrés par les services agréés pour les mises en observation" (n° 17201).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la liste des critères d'identification des personnes atteintes d'une affection chronique" (n° 17264).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'arrêté royal du 25 novembre 2005 réglementant les tatouages et les piercings" (n° 17265).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'utilisation de dispositifs médicaux dépourvus de numéro de série" (n° 17318).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de Mme Françoise Colinia à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la légalité des tests de paternité effectués sur internet" (n° 17320).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Wouter De Vriendt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les suppléments d'honoraires dans les chambres à deux lits" (n° 17347).

- Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les suppléments d'honoraires en chambres particulières" (n° 17910).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

10. Question de M. Wouter De Vriendt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le cadre légal relatif aux emplacements avec animaux vivants lors des fêtes foraines" (n° 17351).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

11. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le racisme envers le personnel soignant allochtone dans les MRS" (n° 17483).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

12. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la détention de rapaces" (n° 17484).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

13. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les conséquences de la présence de phtalates dans de nombreux objets usuels" (n° 17485).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

14. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les risques de surmortalité dans les hôpitaux" (n° 17579).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

#### ➤ **MERCREDI 6 JANVIER 2010**

1. Question de M. Roland Defreyne au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les mesures prises pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>" (n° 17645).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

2. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le lancement sur le marché du nouveau système de collecte wi-fi 'ZoneFlex 7731'" (n° 17773).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de M. Luk Van Biesen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'épuration des eaux à Bruxelles et en Flandre" (n° 17834).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le projet d'arrêté royal limitant la mise sur le marché des articles contenant de l'amiante" (n° 17905).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Projet de loi modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, n° 2238/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en ce qui concerne la vision à long terme, n° 1655/1.

- Proposition de loi (Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en ce qui concerne l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, n° 1656/1.

(Exposés introductifs).

- Rapporteur : Mme Catherine Fonck.

- Exposé introductif de Mme Nathalie Muylle et M. Jef Van den Bergh.

6. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Jean Cornil) modifiant l'arrêté royal du 5 septembre 2001 relatif à la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO2 à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, n° 1909/1.

- Proposition de loi (Jean Cornil) visant à interdire la publicité pour les voitures les plus polluantes, n° 1910/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers).

Auditions de :

- M. Joost Kaesemans (FEBIAC);

- M. Jean-Baptiste Godinot (asbl Respire);

- M. Arnaud Pêtre (Brainimpact);

- M. Pierre Ozer (ULg).

- Exposé introductif du cabinet de ministre du Climat et de l'Energie.

- Les auditions ont eu lieu.

7. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les contrôles de l'AFSCA en Brabant wallon" (n° 17470).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

8. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'utilité de la vaccination obligatoire des cheptels contre la fièvre catarrhale" (n° 17471).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

9. Question de M. Koen Bultinck à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la fièvre Q" (n° 17722).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Prochaine réunion : mardi 12 janvier 2010.

## Mondialisation

---

COMMISSION SPÉCIALE "MONDIALISATION"

*Président : M. Dirk Van der Maelen*

➤ **MARDI 5 JANVIER 2010**

"Les aspects mondiaux de la crise financière"

Echange de vues avec M. Jonathan Beynon (Economic Governance and Budget Support Unit, DG Development, European Commission and Department for International Development) (DFID, UK).

- L'échange de vues a eu lieu.

Prochaine réunion : mardi 12 janvier 2010.

## Finances et Budget

---

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

➤ **MARDI 5 JANVIER 2010**

1. Proposition de loi (Luk Van Biesen) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'ajouter les polders et wateringues aux personnes morales de droit public assujetties à l'impôt des personnes morales, n° 521/1.

- Rapporteur : M. Jenne De Potter.

- Le gouvernement a introduit un amendement.

- Les articles 1 et 2, l'amendement introduit avec le nouvel article 3, ainsi que l'ensemble de la proposition de loi, ont été successivement adoptés à l'unanimité.

2. Proposition de loi (Josy Arens, Maxime Prévot, Christian Brotcorne) modifiant les articles 133 et 289ter du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de permettre une majoration de la quotité exemptée d'impôts pour les enfants qui poursuivent des études dans l'enseignement supérieur ainsi qu'une majoration du crédit d'impôt, n°s 62/1 à 3.

- Rapporteur : M. Kristof Waterschoot.

- M. Luk Van Biesen demande si la proposition de loi n° 478/001 peut être jointe à la discussion.

- Exposé introductif par M. Arens.

- La discussion générale a été entamée.

- MM. Bogaert, Van Biesen, Brotcorne, Gilkinet, Jambon et de Donnea sont intervenus.

- Le ministre des Finances a exposé le point de vue du gouvernement.

- La commission a décidé à l'unanimité de demander l'avis du Conseil d'Etat sur les deux textes.

3. Propositions jointes :

- Proposition de loi (Christian Brotcorne, Joseph George, Brigitte Wiaux) relative à l'instauration d'un système d'avances automatiques sur le produit des additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques et sur sa perception gratuite au profit des communes, n°s 606/1 et 2.

- Proposition de résolution (Alain Mathot) visant à instaurer un système permanent d'avances à valoir sur le produit des additionnels à l'impôt des personnes physiques, n° 730/1.
  - Proposition de loi (Hendrik Bogaert, Raf Terwingen) insérant un article 470ter dans le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre le versement régulier du produit des taxes additionnelles aux communes, n° 647/1.
- (Continuation). (Rapporteur : M. Luk Van Biesen).

- La discussion générale a été poursuivie.
- MM. Coëme, Brotcorne, Van Biesen, Bogaert et de Donnea sont intervenus.
- Le ministre des Finances a exposé le point de vue du gouvernement.
- La commission a décidé à l'unanimité d'inviter la Cour des comptes d'établir une note d'analyse des coûts (fédérale et communes).

#### 4. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Stefaan Van Hecke) visant à empêcher l'utilisation abusive de la déduction pour capital à risque, n° 1024/1.
- Proposition de loi (Alain Mathot, Guy Coëme, Dirk Van der Maelen, Yvan Mayeur) visant à introduire une disposition anti-abus dans le mécanisme des intérêts notionnels, n° 792/1.

- Rapporteur : M. Luk Van Biesen.
- Exposé introductif par MM. Coëme et Gilkinet.
- La discussion générale a été entamée.
- MM. Van der Maelen Daems Bogaert, de Donnea et Gilkinet sont intervenus.
- Le ministre des Finances a exposé le point de vue du gouvernement.
- La commission a décidé de tenir des auditions.

Prochaine réunion : mercredi 13 janvier 2010.

## Intérieur

---

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*Président : M. André Frédéric*

### ➤ **MERCREDI 6 JANVIER 2010**

1. Question de M. Koen Bultinck au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la séance de photos du ministre des Pensions pour Paris Match" (n° 17620).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

#### 2. Questions jointes :

- Question de M. Jean Marie Dedecker au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la procédure de régularisation illégale" (n° 17717).
- Question de M. Jean Marie Dedecker au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la procédure de régularisation illégale" (n° 17855).
- Question de M. Filip De Man au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "sa compétence 'coordination de la politique de migration et d'asile'" (n° 18016).

- Question de M. Filip De Man au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "sa déclaration à la télévision sur la recherche de pistes après l'annulation de l'instruction relative aux régularisations" (n° 18017).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

3. Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le partenariat enregistré conformément à la loi" (n° 17007).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

4. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'annulation de la procédure de régularisation par le Conseil d'État" (n° 17813).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

5. Question de Mme Leen Dierick au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'application de l'article 9ter de la loi sur les étrangers en matière de régularisations pour raison médicale" (n° 17700).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

6. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les mariages simulés" (n° 17808).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

7. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'entrée en vigueur du règlement européen CE 826/2007" (n° 17809).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le point de contact national belge du réseau européen des migrations (REM)" (n° 17810).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

9. Question de M. Jenne De Potter au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "une obligation légale de simplification administrative" (n° 17865).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

10. Question de M. Christian Brotcorne à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la décision de l'IFA de reconnaître les tests réussis à la formation certifiée 'Principes généraux de droit fiscal'" (n° 17034).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

11. Question de M. Jenne De Potter à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'absence d'arrêté royal accordant une allocation d'aggravation de l'incapacité permanente de travail et une allocation de décès aux membres du personnel des administrations locales et provinciales" (n° 17280).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

12. Question de M. Olivier Maingain à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les nouveaux tests linguistiques organisés sur la base de l'arrêté royal du 12 juillet 2009" (n° 17315).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

13. Question de M. Ben Weyts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "le rapport de la Cour des comptes" (n° 17912).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

14. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'irradiation des denrées alimentaires" (n° 17475).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de Mme Juliette Boulet à la ministre de l'Intérieur sur "les nuisances sonores nocturnes autour de l'usine Yara" (n° 17640).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Question de M. Stefaan Van Hecke à la ministre de l'Intérieur sur "les critiques du Ministre président flamand sur le Conseil d'État" (n° 17653).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Question de M. Stefaan Van Hecke à la ministre de l'Intérieur sur "la réforme des services d'incendie" (n° 17654).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Question de Mme Mia De Schampelaere à la ministre de l'Intérieur sur "le non-suivi d'une plainte par la police anversoise" (n° 17663).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "les violences commises par des supporters" (n° 17739).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "le secteur de la sécurité privée" (n° 17741).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

21. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "le contrôle de l'identité des usagers des chemins de fer" (n° 17753).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de l'Intérieur sur "le nouveau statut des heures prestées par les volontaires du feu" (n° 17770).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Interpellation de M. André Flahaut à la ministre de l'Intérieur sur "la réorganisation de la sécurité civile en général et de la protection civile en particulier" (n° 401).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

- Aucune motion a été introduite.

24. Questions jointes :

- Question de M. Bart Laeremans à la ministre de l'Intérieur sur "les mesures de sécurité lors des sommets européens" (n° 17803).

- Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "la sécurité lors des sommets européens" (n° 17852).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de Mme Valérie Déom à la ministre de l'Intérieur sur "la lutte contre les abus sur Facebook ou Netlog" (n° 17814).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

26. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les moyens du fonds de sécurité routière alloués aux zones de police locales" (n° 17815).

- Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "le prélèvement du fonds de la sécurité routière" (n° 17825).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Questions jointes :

- Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Justice et à la ministre de l'Intérieur sur "le groupe 'Brusselse onafhankelijke strijdkrachten'" (n° 17816).

- Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Justice et à la ministre de l'Intérieur sur "les grandes manifestations organisées à l'occasion de conférences internationales" (n° 17817).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "des ambulances belges opérant en territoire néerlandais" (n° 17818).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "la situation budgétaire de la zone de police Entre Sambre et Meuse" (n° 17844).

- Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "les enquêtes sur le stress réalisées dans la zone de police Entre-Sambre-et-Meuse" (n° 17948).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

30. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le mouvement de grogne des services de secours namurois" (n° 17845).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

31. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "le manque d'effectifs dans certains services de police" (n° 17868).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

32. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "les missions exercées par la police" (n° 17870).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

33. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "le problème d'effectifs à la police des douanes dans l'aéroport de Gosselies" (n° 17922).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

34. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la procédure d'obtention du brevet de direction de police" (n° 17932).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

35. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "l'impact de la réforme de la justice sur la police judiciaire fédérale" (n° 17935).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

36. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "l'instauration du nouveau moteur salarial" (n° 17936).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

37. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "le SAT Intérieur et le SAT Justice" (n° 17937).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

38. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "les photos d'identité et la discrimination positive" (n° 17955).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

39. Question de M. Servais Verherstraeten à la ministre de l'Intérieur sur "l'utilisation de tests salivaires lors de contrôles routiers" (n° 17956).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

40. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "les données relatives aux actions opérationnelles de la police" (n° 17965).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

41. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "les p.-v. lors d'accidents de la route avec blessés" (n° 17993).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

42. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations pour un meilleur fonctionnement des services de police" (n° 17995).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

43. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "les interventions des services de police en cas de suicide et/ou de tentative de suicide" (n° 17996).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

44. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "le protocole d'accord entre la douane et la police fédérale" (n° 17997).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

45. Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en place des pré-zones sur base volontaire" (n° 18001).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

46. Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "le financement de nouveau matériel pour les services d'incendie" (n° 18002).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

47. Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "le concours BOB pour gagner une voiture" (n° 18050).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

48. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "les menaces à l'encontre de la direction d'un certain nombre de centres d'asile" (n° 18055).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

49. Question de M. Olivier Maingain au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les propos tenus par le président de la Cour constitutionnelle concernant le dossier de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (n° 17601).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

## **Défense nationale**

---

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Président : M. Ludwig Vandenhove*

### ➤ **MERCREDI 6 JANVIER 2010**

1. Question de M. Jan Jambon au ministre de la Défense sur "la visite de la Tour de l'Yser par l'ambassadeur de Suisse" (n° 17015).

- Le ministre de la Défense a répondu.

2. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "la fermeture de la caserne de Sijsele" (n°s 17023 et 17352).

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "l'opération navale Atalanta et la réunion commune des ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'Union européenne à Bruxelles le 16 novembre 2009" (n° 17067).

- Question de M. Bruno Stevenhuydens au ministre de la Défense sur "la candidature de la Défense à la direction de l'opération Atalanta l'an prochain" (n° 17329).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "le coût relatif à la prise de commandement de l'opération Atalanta" (n° 17348).

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur « la mission de la frégate Louise-Marie et le commandement de la mission maritime européenne Atalanta en 2010 »

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la stratégie mise en oeuvre en Afghanistan et la contribution belge aux opérations en Afghanistan” (n° 17391).

Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur “l’envoi de renfort militaire en Afghanistan” (n° 17439).

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur “l’Afghanistan” (n° 17453).

- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “le récent discours du président américain Obama sur l’Afghanistan et le soutien supplémentaire demandé éventuellement aux alliés de l’OTAN” (n° 17506).

- Question de M. Patrick De Grootte au ministre de la Défense sur “la décision de l’OTAN et de la Belgique de fournir des troupes supplémentaires pour l’opération de la FIAS” (n° 17553).

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la formation de l’armée et de la police afghanes” (n° 17667).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “la prolongation de l’engagement belge en Afghanistan” (n° 17746).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “le déploiement de F-16 belges en Afghanistan” (n° 17843).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur “la participation aux opérations en Afghanistan” (n° 17980).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “la vaccination des militaires en mission à l’étranger contre la grippe mexicaine” (n° 17392).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Question et interpellation jointes :

- Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “son séjour aux Seychelles” (n° 17410).

- Interpellation de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “son déplacement officiel aux Seychelles” (n° 402).

- Le ministre de la Défense a répondu.

- Une motion de recommandation a été introduite par M. Geerts.

- Une motion simple a été introduite par M. Kindermans.

7. Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur « la récente visite du ministre aux Seychelles » (n° 18074).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “les missions à l’étranger et une période de ‘décompression’” (n° 17417).

- Le ministre de la Défense a répondu.

9. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “les contacts bilatéraux en Amérique du Sud” (n° 17461).

- Le ministre de la Défense a répondu.

10. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “les dossiers judiciaires ouverts contre des militaires en mission en 2008” (n° 17432).

- Le ministre de la Défense a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “l’opération Hiver” (n° 17462).

- Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de la Défense sur “l’accueil de sans-abri dans les casernes et/ou d’autres bâtiments de l’armée” (n° 17994).

- Le ministre de la Défense a répondu.

12. Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Défense sur “le budget de la Défense” (n° 17504).

- Le ministre de la Défense a répondu.

- Le ministre de la Défense a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “le paiement, par la Bulgarie, des deux frégates Wielingen et Myosotis” (n° 17571).

- Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur “les recettes tirées de la vente de matériel militaire” (n° 17785).

- Le ministre de la Défense a répondu.

14. Question de M. Philippe Collard au ministre de la Défense sur “les économies prévues par la fermeture du Quartier Sous-Lieutenant Heintz à Bastogne” (n° 17730).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 13 janvier 2010.

## **Droit de la famille**

SOUS-COMMISSION “DROIT DE LA FAMILLE”

---

*Président : Mme Clotilde Nyssens*

### ➤ **MERCREDI 6 JANVIER 2010**

1. Proposition de loi (Valérie Déom) modifiant l’article 75 du Code civil en ce qui concerne le nombre de témoins au mariage civil, n°s 2165/1 et 2. (Continuation et clôture). (Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu).

Amendements de M. Terwingen.

- La discussion a été entamée.

- Des amendements ont été déposés par MM. Renaat Landuyt et Bert Schoofs.

2. Proposition de loi (Carina Van Cauter, Herman De Croo, Thierry Giet, Olivier Hamal, Sabien Lahaye-Battheu, Marie-Christine Marghem) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'attribution de demandes relatives à l'état des personnes, n° 1645/1.

- Rapporteur : M. Renaat Landuyt.
  - Mme Lahaye-Battheu a commenté la proposition de loi.
  - La proposition de loi a été discutée. Par conséquent la sous-commission a renvoyé les textes à la commission de la Justice.
- Prochaine réunion : mercredi 13 janvier 2010.

## **Infrastructure**

---

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

*Président : M. François Bellot*

### ➤ **MERCREDI 6 JANVIER 2010**

1. Proposition de résolution (David Geerts, Jef Van den Bergh, David Lavaux, Thérèse Snoy et d'Oppuers, François Bellot, Linda Musin, Bruno Van Grootenbrulle, Patrick De Groote) relative à la sécurisation des cyclistes dans l'angle mort des camions, n° 1191/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Valérie De Bue).

- La discussion générale a été entamée.

2. Proposition de loi (Jef Van den Bergh, Jenne De Potter, Roel Deseyn, Raf Terwingen) modifiant, en ce qui concerne les délais de prescription et la récidive des infractions de roulage, la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, n° 1462/1.

- Rapporteur : M. Ludo Van Campenhout.
- Exposé introductif de M. Jef Van den Bergh.
- La commission a décidé à l'unanimité de tenir une audition.
- La commission a décidé à l'unanimité de demander l'avis du Conseil d'Etat.

3. Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Carine Lecomte, Maggie De Block, Valérie De Bue, Jacques Otlet, Olivier Destrebecq) modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en vue d'accorder des facilités de stationnement aux professionnels de la santé lors des visites à domicile, n° 487/1. (Rapporteur : M. Roel Deseyn).

- La discussion générale a été entamée.
- La commission a décidé à l'unanimité de tenir une audition.
- La commission a décidé à l'unanimité de demander par écrit aux zones de police de Courtrai, Anvers, Tournai leur expérience sur le terrain.

4. Proposition de loi (Thierry Giet) complétant l'article 12 de l'arrête royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, n° 653/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Jef Van den Bergh).

- Le représentant du secrétaire d'Etat à la Mobilité

5. Proposition de résolution (Hilde Vautmans, Herman De Croo, Ine Somers) relative à la réforme du contrôle technique, n° 998/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Valérie De Bue).

- Exposé introductif par Mme Ine Somers.
- La discussion générale a été entamée.

6. Proposition de loi (Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde, Alexandra Colen) modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne la circulation des cyclistes aux carrefours équipés de signaux lumineux, n° 702/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Jenne De Potter).

- La discussion générale a été entamée.

7. Proposition de loi (Christian Brotcorne, Joseph George, Brigitte Wiaux, David Lavaux, Josy Arens) modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière en vue de supprimer le mécanisme des décimes additionnels pour les amendes de roulage, n° 78/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Jef Van den Bergh).

- La discussion générale a été entamée.

8. Proposition de résolution (Hilde Vautmans, Ludo Van Campenhout, Herman De Croo, Ine Somers) relative à l'escorte de transports exceptionnels, n° 1578/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Roel Deseyn).

- La discussion générale a été entamée.

9. Proposition de loi (Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde, Alexandra Colen) modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne les emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées, n° 705/1.

- Rapporteur : Mme Linda Musin.
- Exposé introductif de M. Jan Mortelmans
- La discussion générale a eu lieu.
- Les deux articles de la proposition de loi ont été successivement rejetés par 13 contre 2 voix et 1 abstention.
- La proposition de loi a été rejetée par 13 contre 2 voix et 1 abstention.

10. Proposition de loi (Jan Mortelmans, Francis Van den Eynde) instaurant l'enregistrement des bicyclettes, n° 771/1.

- Rapporteur : M. Jef Van den Bergh.
- Exposé introductif de M. Jan Mortelmans
- La discussion générale a eu lieu.
- Les articles 1 à 7 ont été successivement rejetés par 13 contre 2 voix et 1 abstention.
- La proposition de loi a été rejetée par 13 contre 2 voix et 1 abstention.

Prochaine réunion : lundi 11 janvier 2010.

## **Projets de loi, propositions, rapports de commissions et compte-rendus**

*Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.*

*Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission....) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.*

*Tous les documents parlementaires peuvent être consultés sur [www.lachambre.be](http://www.lachambre.be) sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous-rubrique mentionne les documents les plus récents. Tous les documents parlementaires peuvent être commandés sous la rubrique « Publications » (voir colonne à droite).*

*Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).*

## Séance plénière

➤ JEUDI 7 JANVIER 2010 APRÈS-MIDI (0135)

### PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

---

1. - Projet de loi relatif aux méthodes de recueil de données par les services de renseignement et de sécurité, n<sup>os</sup> 2128/1 à 8.
- Proposition de loi (MM. Filip De Man et Bart Laeremans) modifiant la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, en ce qui concerne la suppression de la Sûreté de l'État, n<sup>os</sup> 1023/1 et 2.
- Proposition de loi (Mme Sarah Smeyers) modifiant la loi du 7 avril 2005 relative à la protection des sources journalistiques en ce qui concerne la protection à l'égard des services de renseignements et de sécurité, n<sup>os</sup> 1757/1 et 2.

Le projet de loi (n° 2128) est adopté par 85 voix contre 39 et 12 abstentions

2. - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire, en ce qui concerne principalement la certification de personnel de sécurité et la maintenance des véhicules, n<sup>os</sup> 2247/1 à 4
- Projet de loi relatif à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté européenne, n<sup>os</sup> 2248/1 à 4.
- Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire et le Code judiciaire en ce qui concerne le recours contre certaines décisions de l'organe de contrôle et de l'autorité de sécurité, n<sup>os</sup> 2249/1 à 4.
- Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire en ce qui concerne le recours contre certaines décisions de l'organe de contrôle et de l'autorité de sécurité, n<sup>os</sup> 2250/1 à 4.

*Le présent projet de loi fait partie d'un ensemble de quatre projets que le gouvernement dépose pour transposer en droit belge, entièrement ou en partie, trois directives communautaires. Le présent projet de loi vise essentiellement à transposer en droit belge la directive 2007/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à la certification des conducteurs de train assurant la conduite de locomotives et de trains sur le système ferroviaire dans la Communauté (JO L 315, p. 51 et ss.) et la directive 2008/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2004/49/CE concernant la sécurité des chemins de fer communautaires (Directive sur la sécurité des chemins de fer) (JO L 345, p. 62 et ss.). Elle transpose aussi l'article 40 de la directive 2008/57/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté (refonte) (JO L 191, p. 1 et ss.).*

*Ce projet de loi vise aussi à permettre l'adoption de toutes les dispositions nécessaires à la transposition de l'article 10, § 3ter de la directive 91/440/CE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au développement de chemins de fer communautaires, inséré par la directive 2007/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007.*

*Suivant le projet qui vous est soumis, chaque conducteur de train devra être titulaire de deux documents pour exercer sa profession. Le premier est une licence délivrée par l'Autorité de sécurité, qui établit les connaissances générales que doit posséder le conducteur et qui appartient à celui-ci. Le deuxième est une attestation qui porte sur les connaissances spécifiques (infrastructure, véhicules) que le conducteur doit maîtriser et qui appartient à son employeur (une entreprise ferroviaire ou le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire).*

*Par ailleurs, chaque véhicule apte à circuler sur ses propres roues sur une ligne ferroviaire, avec ou sans traction, devra se voir assigner une entité chargée de sa maintenance qui sera identifiée comme telle dans le Registre national des véhicules. Cette entité pourra être une entreprise ferroviaire, le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire ou le détenteur du véhicule.*

Le projet de loi (n° 2247) est adopté à l'unanimité des 136 votants

3. *Projet de loi modifiant l'article 96 de la loi-programme du ... décembre 2009, n<sup>os</sup> 2333/1 et 2.*

Le projet de loi (n° 2333) est adopté à l'unanimité des 136 votants

## **Questions orales**

### ***La réforme de l'État***

Questions jointes de :

- M. Gerolf Annemans (VB) (n° P1515)
- M. Jan Jambon (N-VA) (n° P1516)
- M. Bruno Tobback (sp.a) (n° P1517)
- M. Jean Marie Dedecker (LDD) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1518)

### ***La politique congolaise***

Questions jointes de :

- M. Francis Van den Eynde (VB) (n° P1519)
- M. Dirk Van der Maelen (sp.a) (n° P1520)
- M. Roek Deseyn (CD&V) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1521)

### ***Le recours de la société BNP Paribas Fortis contre la reprise de la société Decto***

Question de :

M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1522)

### ***Le précompte professionnel***

Question de :

M. Luk Van Biesen (Open Vld) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1523)

### ***Les boissons énergisantes***

Questions jointes de :

- Mme Magda Raemaekers (sp.a) (n° P1524)
- M. Yvan Mayeur (PS) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (n° P1525)

### ***Les chiffres du chômage***

Questions jointes de :

- Mme Valérie De Bue (MR) (n° P1526)
- M. Hendrik Daems (Open Vld) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1527)

### ***La lutte contre le terrorisme en Somalie***

Question de :

M. André Flahaut (PS) au ministre de la Défense (n° P1528)

### ***L'Airbus A400M***

Questions jointes de :

- M. Patrick De Groote (N-VA) (n° P1529)
- M. Bruno Stevenheydens (VB) (n° P1530)
- M. André Flahaut (PS) (n° P1531)
- Mme Brigitte Wiaux (cdH) au ministre de la Défense (n° P1532)

### ***Le plan de réforme de la Défense***

Questions jointes de :

- M. Bruno Stevenheydens (VB) (n° P1533)
- M. Denis Ducarme (MR) au ministre de la Défense (n° P1534)

### ***La suppression de la carte de réduction de 50% de la SNCB***

Question de :

M. Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!) à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques (n° P1535)

### ***Les boîtes noires dans les véhicules de police***

Question de :

M. Michel Doomst (CD&V) à la ministre de l'Intérieur (n° P1536)

***L'attestation provisoire pour la kids-ID***

Question de :

Mme Catherine Fonck (cdH) à la ministre de l'Intérieur (n° P1537)

## **Publications**

*Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.*

---

### **CHAMBRE**

---

#### **Document parlementaire :**

- 52 2332/001 (CHAMBRE)  
4-1568/1 (SÉNAT) DU 17 DÉCEMBRE 2009

Rapport sur les travaux de l'Assemblée parlementaire euroméditerranéenne (APEM) :  
cinquième session plénière et réunions des commissions (octobre 2008-mai 2009)

## **Conseil des ministres du 8 janvier 2010**

### **INSTITUT DES JURISTES D'ENTREPRISE**

#### **Élargissement des membres de l'Institut des juristes d'entreprise.**

Les juristes issus d'institutions dotées de la personnalité juridique peuvent désormais devenir membres de l'Institut des juristes d'entreprise. Le Conseil des ministres a approuvé à ce propos un avant-projet de loi qui modifie la loi du 1er mars 2000 et élargit les possibilités de l'Institut.

L'avant-projet, proposé par le ministre de la Justice Stefaan De Clerck, adapte donc les conditions auxquelles doivent satisfaire les juristes d'entreprise pour devenir membres de l'Institut des juristes d'entreprise. Le juriste doit être lié par contrat de travail ou statut à un employeur exerçant en Belgique une activité économique, sociale, administrative ou scientifique. Cet employeur peut être une entreprise, une fédération d'entreprises ou un organisme doté de la personnalité juridique.

## **Projets de loi, propositions, rapports de commissions et compte-rendus**

*Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.*

*Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission....) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.*

*Tous les documents parlementaires peuvent être consultés sur [www.lachambre.be](http://www.lachambre.be) sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous-rubrique mentionne les documents les plus récents. Tous les documents parlementaires peuvent être commandés sous la rubrique « Publications » (voir colonne à droite).*

*Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).*

## **Avis du Conseil d'Etat**

*La section de législation du Conseil d'État donne un avis motivé sur le texte d'un projet, d'une proposition de loi ou d'un amendement dont la Chambre est saisie lorsqu'elle y est invitée par le président de la Chambre. Celui-ci est tenu de solliciter cet avis lorsque 71 membres au moins ou la majorité des membres d'un groupe linguistique le demande. Il peut solliciter cet avis pour tout projet, proposition ou amendement à un projet ou proposition. (Pour mémoire, les avant-projets de loi du gouvernement doivent être soumis à l'avis du Conseil d'État).*

*Le document reprend les avis remis par le Conseil d'État à la demande du Président de la Chambre, lesquels sont publiés sous forme de document parlementaire. Il est également fait mention des textes pour lesquels le président de la Chambre sollicite l'avis du Conseil d'État.*

➤ **DOC 52 2210/002 DU 23 DÉCEMBRE 2009**

Avis du Conseil d'État n° 47 426/2 du 9 décembre 2009 sur la proposition de loi instaurant la règle *una via* dans les affaires pénales fiscales et instituant un auditeur fiscal et un comité F.

➤ **DOC 52 1346/002 DU 5 JANVIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47 420/1 du 3 décembre 2009 sur la proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la disposition anti-abus.

➤ **DOC 52 1348/002 DU 5 JANVIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47 421/2 du 9 décembre 2009 sur la proposition de loi organique du contrôle du Service public fédéral Finances.

➤ **DOC 52 1669/002 DU 5 JANVIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47 422/1 du 3 décembre 2009 sur la proposition de loi visant à lutter contre la fraude fiscale internationale et les paradis fiscaux.

➤ **DOC 52 1980/002 DU 5 JANVIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47 424/1 du 3 décembre 2009 sur la proposition de loi organisant l'évaluation des résultats de la lutte contre la fraude fiscale.

➤ **DOC 52 2205/002 DU 5 JANVIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47 425/1 du 3 décembre 2009 sur la proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 relatives à la levée du secret bancaire.

➤ **DOC 52 2216/002 DU 5 JANVIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47 427/1 du 3 décembre 2009 sur la proposition de loi visant à supprimer le secret bancaire